

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 13/004/2006 – ÉFAI

Londres, le 25 septembre 2006

AU 254/06 « **DISPARITION** » PRÉSUMÉE / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

ARGENTINE Jorge Julio López (h), ouvrier du bâtiment, 77 ans

Jorge Julio López, un ouvrier du bâtiment qui a témoigné à charge dans le cadre du procès d'un homme ayant occupé un poste haut placé au sein des forces de sécurité lorsque l'Argentine était sous régime militaire, a disparu sans laisser de traces le 17 septembre, date à laquelle sa famille l'a vu pour la dernière fois à son domicile, dans la ville de La Plata (province de Buenos Aires). On craint que des personnes liées à l'ancien gouvernement militaire ne l'aient enlevé en raison de sa participation au procès et pour dissuader d'autres personnes de témoigner dans le cadre de procédures similaires.

Une requête en *habeas corpus* (procédure permettant la comparution immédiate d'un détenu devant une autorité judiciaire, afin de contester la légalité de la détention, et de permettre ainsi une éventuelle remise en liberté) a été introduite en sa faveur auprès du Tribunal fédéral n°3, et les autorités de la province ont offert une récompense de 200 000 pesos (50 000 euros environ) pour toute information permettant de le localiser.

Jorge Julio López a été l'un des principaux témoins et plaignants dans le cadre du procès de Miguel Etchecolatz, ancien commissaire de la police provinciale de Buenos Aires, qui a été condamné à la réclusion à perpétuité le 18 septembre. Jorge Julio López a reconnu en Miguel Etchecolatz un des hommes qui l'ont torturé lorsqu'il était détenu au poste de police n°5 de La Plata, en 1976.

Jorge Julio López a été enlevé par des membres des forces de sécurité de La Plata en octobre 1976, après l'arrivée au pouvoir des militaires, et successivement placé en détention dans deux centres secrets, à la caserne de police d'Arana, connue sous le nom de « *Pozo de Arana* », et au poste de police n°5 de La Plata.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis le retour des civils au pouvoir, en 1983, les proches de ceux qui ont « disparu » sous le régime militaire et les membres des organisations non gouvernementales qui enquêtent sur ces « disparitions » sont la cible de menaces, d'actes de harcèlement et d'agressions. Des milliers de personnes ont « disparu » en Argentine pendant les années où l'armée était au pouvoir, de 1976 à 1983. La Loi du « *point final* » (1986) et la Loi sur le devoir d'obéissance (1987), qui exemptaient les forces de sécurité de poursuites, ont été annulées en juin 2005. Plusieurs ex-membres des forces de sécurité sont actuellement poursuivis pour violations des droits humains.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre inquiétude pour la sécurité de Jorge Julio López, dont on est sans nouvelles depuis le 17 septembre ;
- exhortez les autorités à continuer à déployer des efforts pour tenter de localiser cet homme ;
- demandez-leur, à l'avenir, de protéger les témoins qui interviennent dans le cadre de procès concernant d'anciens membres des forces de sécurité de la province de Buenos Aires.

APPELS À :

Ministre de la Sécurité de la Province de Buenos Aires :

Ministro de Seguridad de la Provincia de Buenos Aires

Sr. León Carlos Arslanian

Calle 2 e/51 y 53

1900 La Plata, Argentine

Fax : +54 221 429 3187
+54 221 429 3188

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Gouverneur de la Province de Buenos Aires :

Gobernador de la Provincia de Buenos Aires

Sr. Felipe Solá.

Casa de Gobierno

Calle 6 Entre 51/53

1900 La Plata, Prov. Buenos Aires

Argentine

Fax : +54 221 429 4189

Formule d'appel : *Sr. Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,*

Ministre de l'Intérieur :

Ministro del Interior

Sr. Aníbal Fernández

Ministerio del Interior

25 de Mayo 101/145.

1002 Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4345 3336

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto

Sr Jorge Enrique Taiana

Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto

Esmeralda 1212

1007 Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4819 7324

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Association d'anciens détenus disparus :

Asociación de ex Detenidos Desaparecidos

Carlos Calvo 1780, 1er Piso, Dpto.10 , Timbre 26

1102 Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4304 8283

Courriers électroniques : aedd@exdesaparecidos.org.ar

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 6 NOVEMBRE 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*